

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION GENERALE	3
Section 1. Définition	5
Section 2. Les objectifs poursuivis	5
Section 3. Les acteurs de la procédure pénale	6
Section 4. Les principes directeurs de la procédure pénale	9
§ 1. Procédure accusatoire et procédure inquisitoire	9
§ 2. Les principes d'impartialité, d'indépendance et de séparation des fonctions de justice répressive	10
A. L'indépendance des autorités judiciaires	10
B. L'impartialité du juge	11
C. La séparation des fonctions de justice répressive	13
§ 3. La présomption d'innocence et le droit au silence	14
A. La présomption d'innocence	14
B. Le droit au silence	16
§ 4. Le respect des droits de la défense	17
§ 5. Le droit à un procès équitable	19
§ 6. La publicité des débats devant la juridiction de jugement	22
§ 7. Le délai raisonnable	24
§ 8. La motivation des décisions judiciaires et le droit à un double degré de juridiction	27
§ 9. Le droit à la liberté individuelle	28
§ 10. Le droit au respect de la vie privée et familiale	28
A. Notion et applications en droit de la procédure pénale.	28
B. Les ingérences autorisées	30
1. Le principe de légalité	30
2. Le principe de finalité	30
3. Le principe de proportionnalité	30
§ 11. Le droit à l'égalité de traitement et à la non-discrimination	31
Section 5. Les sources formelles du droit de la procédure pénale	31
§ 1. La Constitution	31
§ 2. Les traités internationaux	32
§ 3. Le Code d'instruction criminelle	33
§ 4. Les lois complémentaires	35
§ 5. Le Code judiciaire	36
Section 6. L'empire des lois de procédure pénale	36
§ 1. L'application dans le temps	36
§ 2. L'application dans l'espace	37
A. Les infractions commises sur le territoire national	37
1. Le principe de la compétence des juridictions belges	37
2. L'étendue du territoire national	38
3. Les exceptions	38
4. La localisation de l'infraction	38
B. Les infractions commises en dehors du territoire belge	39
1. Le principe de personnalité active (liée à l'auteur de l'infraction)	41
2. Le principe de personnalité passive (liée à la victime de l'infraction)	42
3. La compétence liée à la défense des intérêts de l'Etat belge ou d'une institution internationale qui a son siège dans le Royaume	44

4. La compétence liée à la défense d'autres intérêts (compétence universelle).....	46
5. La compétence basée sur le droit européen ou international.....	47
Section 7. Schéma donnant un aperçu des différentes phases du procès pénal.....	49
PREMIERE PARTIE. LES ACTIONS.....	51
TITRE I. INTRODUCTION.....	53
Section 1. La distinction entre l'action publique et l'action civile	53
Section 2. Les interférences d'une action sur l'autre.....	54
TITRE II. L'ACTION PUBLIQUE	57
Chapitre 1. Les sujets de l'action publique	57
Section 1. Qui peut exercer l'action publique ?.....	57
§ 1. Le ministère public.....	57
A. Organisation.....	57
B. Statut du ministère public	60
1. Unité.....	60
2. Indivisibilité	61
3. Indépendance	61
4. Irréversibilité.....	62
C. Rôle du ministère public dans le procès pénal	62
D. La réforme	63
§ 2. Les administrations publiques.....	64
§ 3. La partie civile.....	64
Section 2. Contre qui les poursuites peuvent-elles être exercées ?.....	64
§ 1. L'auteur de l'infraction (personne physique ou morale)	64
§ 2. Le civilement responsable.....	65
Section 3. Les parties intervenant volontairement	66
Chapitre 2. L'exercice de l'action publique	67
Section 1. La décision de poursuivre.....	67
Section 2. Modes d'exercice.....	68
Section 3. Obstacles à l'exercice de l'action publique.....	69
§ 1. Les immunités et autres protections	69
A. L'immunité du Roi	69
B. Les poursuites contre les membres des gouvernements fédéral, communautaires et régionaux	69
C. L'immunité parlementaire.....	70
D. Les immunités diplomatiques, consulaires et internationales	71
§ 2. Dénonciation	72
§ 3. Questions préjudicielles	72
Section 4. Les promesses relatives à l'action publique, à l'exécution de la peine ou à la détention à la suite de déclarations.....	72
Chapitre 3. Les causes d'irrecevabilité de l'action publique.....	74
Section 1. L'atteinte irrémédiable au droit à un procès équitable.....	74
Section 2. La provocation policière	75
Section 3. Les poursuites pénales et administratives concernant les infractions fiscales.....	76
Section 4. Autres causes	77
Chapitre 4. L'extinction de l'action publique	77
Section 1. Le décès de l'inculpé ou la dissolution de la personne morale.....	78
Section 2. La prescription	78
§ 1. Notion.....	78

§ 2. Caractères.....	79
A. Cause générale d'extinction de l'action publique	79
B. Caractère d'ordre public	80
§ 3. Les délais.....	80
A. La longueur du délai.....	80
1. Le droit commun	80
2. Les lois particulières	82
B. L'application dans le temps d'une loi modifiant un délai	82
§ 4. Le point de départ du délai.....	82
§ 5. Le calcul du délai.....	84
§ 6. L'interruption de la prescription	84
§ 7. La suspension de la prescription	84
A. Notion.....	84
B. Les causes de suspension	85
1. La proposition de transaction pénale ou d'une procédure de médiation et mesures (anciennement médiation pénale)	86
2. La demande d'autorisation en cas de poursuites à charge d'un ministre	86
3. L'immunité parlementaire.....	86
4. La suspension de la prescription dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19	86
C. Les effets	87
§ 8. Les effets de la prescription de l'action publique.....	87
Section 3. Le dépassement du délai raisonnable.....	87
Section 4. La chose jugée.....	88
§ 1. Notions générales.....	88
§ 2. Les conditions	89
A. Une décision du juge pénal coulée en force de chose jugée.....	89
B. Identité de faits	89
C. Identité de personnes.....	89
§ 3. Les effets des décisions des juridictions étrangères	90
A. Compétence extraterritoriale des juridictions belges	90
B. Compétence territoriale des juridictions belges	91
Section 5. La transaction pénale.....	92
Section 6. La procédure de « médiation et mesures » (anciennement « médiation pénale »).....	95
Section 7. L'ordre de paiement.....	98
Section 8. L'amnistie	100
Section 9. L'abrogation de la loi pénale.....	100
Section 10. Les sanctions administratives	100
Section 11. La transaction émanant de certaines administrations publiques	101
Section 12. L'action civile <i>sui generis</i> exercée devant les juridictions du travail...	101
TITRE III. L'ACTION CIVILE.....	103
Chapitre 1. Les sujets de l'action civile.....	103
Section 1. Qui peut exercer l'action civile ?.....	103
Section 2. Contre qui peut être exercée l'action civile ?.....	106
Section 3. L'intervention d'un tiers	107
Chapitre 2. Les droits de la victime et l'exercice de l'action civile	107
Section 1. Les droits de la victime, de la personne lésée et de la partie civile	107
§ 1. Les droits de la victime	107
§ 2. Le statut de la personne lésée	109

§ 3. La partie civile.....	110
Section 2. Le recours à la médiation réparatrice.....	111
Section 3. L'exercice de l'action civile	111
§ 1. L'option de la victime	111
§ 2. L'action civile portée devant la juridiction civile.....	112
A. Le criminel tient le civil en état	112
B. L'autorité de la chose jugée au répressif sur le procès civil ultérieur.....	113
§ 3. L'action civile devant les juridictions répressives	114
A. Caractère accessoire de l'action civile	114
B. Modes de constitution de partie civile	116
C. La constitution par action	116
1. La constitution de partie civile entre les mains du juge d'instruction (art. 63 C.i.cr.).....	116
2. La citation directe (art. 145 et 182 C.i.cr.)	117
D. La constitution par intervention	117
Section 4. L'aide financière de l'État au profit de certaines victimes d'infractions	118
Section 5. L'indemnité de procédure	120
Chapitre 3. L'extinction de l'action civile.....	121
Section 1. Le désistement et la transaction	121
Section 2. La prescription	121
Section 3. La chose jugée.....	122
DEUXIEME PARTIE. LA PHASE PRELIMINAIRE DU PROCES PENAL.....	123
TITRE I. LES ACTEURS DE LA PHASE PRELIMINAIRE DU PROCES PENAL.....	125
Chapitre 1. Aperçu de la phase préliminaire du procès pénal.....	125
Chapitre 2. Les fonctionnaires de police.....	126
Section 1. La distinction entre les fonctions de police judiciaire et celles de police administrative.....	126
Section 2. Les officiers de police judiciaire.....	127
Section 3. La nouvelle structure policière.....	127
§ 1. La police locale	128
A. Zone de police et police locale.....	128
B. Missions de la police locale	128
1. Missions à caractère local	128
2. Missions à caractère fédéral	128
C. Direction	129
D. Compétence territoriale.....	129
§ 2. La police fédérale	129
A. Missions.....	129
B. Organisation générale	129
1. Les directions générales	130
2. Les directions de coordination et d'appui déconcentrées	130
3. Les directions judiciaires déconcentrées	130
C. Direction	130
D. Compétence territoriale.....	131
§ 3. Les fonctionnaires à compétences particulières	131
§ 4. Les Comités de contrôle des services de police et de renseignements	131
Chapitre 3. Le ministère public.....	132
Chapitre 4. Le juge d'instruction	132
Chapitre 5. Les juridictions d'instruction	133

TITRE II. LES CARACTERISTIQUES DE LA PHASE PRELIMINAIRE DU PROCES PENAL.....	135
Chapitre 1. Le caractère écrit.....	135
Chapitre 2. Le caractère unilatéral.....	135
Chapitre 3. Le secret de l'information et de l'instruction et ses exceptions.....	136
TITRE III. L'INFORMATION PRELIMINAIRE.....	139
Chapitre 1. La définition de l'information.....	140
Chapitre 2. La recherche proactive.....	141
Chapitre 3. La compétence territoriale du parquet.....	141
Chapitre 4. La politique criminelle.....	142
Chapitre 5. Les actes de police judiciaire et d'information.....	142
Section 1. Généralités.....	142
Section 2. La notion de flagrance et ses conséquences.....	143
Section 3. Les procès-verbaux.....	145
Section 4. Les descentes et les prélèvements sur les lieux.....	146
Section 5. L'audition des personnes.....	146
§ 1. Les règles applicables à toutes les auditions.....	147
A. Généralités.....	147
B. Le déroulement de l'audition.....	148
C. La délivrance d'une copie de l'audition.....	149
§ 2. Les règles spécifiques à certaines auditions.....	150
A. L'audition des suspects non privés de liberté.....	150
B. L'audition des suspects privés de liberté.....	152
C. L'audition des mineurs d'âge et majeurs vulnérables témoins ou victimes de certaines infractions.....	156
D. L'audition à distance.....	157
E. L'enregistrement audio(visuel).....	157
F. Le cas particulier du polygraphe.....	158
G. L'audition de personnes « repenties ».....	160
§ 3. La confrontation.....	161
Section 6. Les contrôles d'identité.....	162
Section 7. La fouille des personnes.....	163
Section 8. L'arrestation d'une personne.....	164
§ 1. L'arrestation administrative.....	165
§ 2. L'arrestation judiciaire.....	166
A. Arrestation en cas de flagrance.....	166
B. Arrestation hors le cas de flagrance.....	166
C. La durée de l'arrestation.....	166
D. Le procès-verbal de l'arrestation.....	167
E. L'audition des suspects arrêtés.....	167
F. Le droit de faire informer une personne de confiance et le droit à une assistance médicale.....	167
Section 9. Le recours à la force, aux menottes ou aux armes à feu.....	168
Section 10. La fouille des véhicules.....	168
Section 11. L'interception du courrier.....	169
Section 12. Les visites domiciliaires et perquisitions.....	169
§ 1. Le principe de l'inviolabilité du domicile.....	169
§ 2. Les exceptions prévues par la loi.....	171
A. L'infraction flagrante.....	171
B. Le consentement ou la réquisition de la personne qui a la jouissance des lieux.....	172
C. L'appel venant des lieux.....	173

D. Les incendies, inondations, catastrophes et menaces graves pour l'intégrité des personnes	173
E. Les infractions particulières.....	173
F. Les lieux accessibles au public.....	174
G. Le contrôle visuel discret sans mandat du juge d'instruction.....	174
H. La perquisition et le contrôle visuel discret sur mandat du juge d'instruction	174
I. Les exceptions prévues par les lois particulières	174
Section 13. Le contrôle visuel discret autorisé par le procureur du Roi	175
Section 14. Les saisies.....	176
§ 1. Notion et objet	176
A. La saisie des choses pouvant servir à la manifestation de la vérité	177
B. La saisie des choses visées à l'article 53, § 2, alinéa 1 ^{er} du Code pénal....	178
C. La saisie des avantages patrimoniaux supplémentaires découlant de l'infraction, des biens et des valeurs qui leur ont été substitués et des revenus de ces avantages investis, visés à l'article 54 du Code pénal	179
D. La saisie par équivalent.....	179
§ 2. Les formes.....	180
§ 3. Le référé pénal.....	181
§ 4. La procédure d'aliénation du bien saisi ou de sa restitution moyennant le paiement d'une somme d'argent	182
Section 15. L'intervention différée.....	183
Section 16. La récolte de données concernant les avoirs et transactions à caractère financier	183
Section 17. La recherche non secrète dans un système informatique et le gel de données informatiques	184
Section 18. L'identification de l'utilisateur d'un service de communication électronique.....	188
Section 19. Le repérage et la localisation des communications électroniques.....	190
Section 20. L'interception de communications non accessibles au public ou des données d'un système informatique	190
Section 21. L'exploration corporelle	191
Section 22. Les prélèvements sanguins	191
Section 23. Les prélèvements et l'identification par analyse ADN	191
Section 24. Les expertises et les avis de personnes spécialisées	196
§ 1. En cas de flagrance	196
§ 2. En dehors de la flagrance.....	196
Section 25. Le rapport d'information et l'avis d'un expert ou d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels ou terroristes	197
Section 26. Les méthodes particulières de recherche.....	197
§ 1. Le cadre et les conditions générales des méthodes particulières de recherche	198
A. Le contrôle permanent du procureur du Roi et de l'officier de police désigné à cette fin.....	198
B. L'interdiction de la provocation.....	198
C. L'interdiction de commettre des infractions et ses exceptions	199
§ 2. L'observation.....	199
§ 3. L'infiltration policière.....	201
§ 4. L'infiltration civile	202
§ 5. Le recours aux indicateurs	203
§ 6. La tenue du dossier séparé et confidentiel.....	204

§ 7. Le contrôle sur la légalité de la méthode particulière de recherche.....	205
A. Le contrôle par la chambre des mises en accusation à la clôture de l'information.....	205
B. Le contrôle des dossiers classés sans suite.....	206
Section 27. L'infiltration sur Internet.....	206
Section 28. Divers.....	207
Chapitre 6. La mini-instruction.....	207
Chapitre 7. L'accès au dossier des personnes directement intéressées.....	209
Chapitre 8. La demande d'accomplissement d'un acte d'information complémentaire.....	210
Chapitre 9. Le contrôle du bon déroulement de l'information par la chambre des mises en accusation.....	210
Chapitre 10. Les demandes en matière de traitement de données à caractère personnel.....	212
Chapitre 11. La fin de l'information.....	213
Section 1. La renonciation aux poursuites.....	213
§ 1. La renonciation provisoire : le classement sans suite.....	213
§ 2. La renonciation définitive.....	215
Section 2. L'ouverture des poursuites.....	215
§ 1. La citation directe devant la juridiction de jugement.....	215
§ 2. La convocation par procès-verbal (art. 216 ^{quater} C.i.cr.).....	216
§ 3. La procédure accélérée (art. 216 ^{quinquies} et 216 ^{sexies} C.i.cr.).....	216
§ 4. La procédure de reconnaissance préalable de culpabilité (art. 216 C.i.cr.).....	218
§ 5. L'ouverture d'une instruction préparatoire.....	219
Schéma du déroulement de l'information.....	220
TITRE IV. L'INSTRUCTION.....	221
Chapitre 1. La définition de l'instruction et de la mission du juge d'instruction ..	221
Chapitre 2. L'ouverture de l'instruction.....	223
Section 1. La compétence du juge d'instruction.....	223
§ 1. La compétence matérielle.....	223
§ 2. La compétence personnelle.....	223
§ 3. La compétence territoriale.....	224
Section 2. La saisine du juge d'instruction.....	224
§ 1. Les principaux modes de saisine.....	225
A. L'infraction flagrante.....	225
B. Le réquisitoire du procureur du Roi aux fins d'instruire.....	225
C. La constitution de partie civile entre les mains du juge d'instruction.....	226
D. L'auto-saisine dans le cadre de la mini-instruction.....	228
E. Les saisines ponctuelles du juge d'instruction sans ouverture d'une instruction.....	228
1. La mini-instruction.....	228
2. L'audition du témoin anonyme à la demande de la juridiction de fond.....	228
3. L'exécution de la mesure de surveillance ordonnée dans le cadre de l'enquête de patrimoine.....	229
§ 2. L'étendue et les conséquences de la saisine.....	229
Chapitre 3. Les actes d'instruction.....	231
Section 1. Généralités.....	231
Section 2. L'interrogatoire de l'inculpé.....	232
Section 3. L'inculpation.....	233
Section 4. L'audition de la partie civile.....	234

Section 5. L'audition des témoins	234
§ 1. Notion.....	234
§ 2. La convocation du témoin.....	235
§ 3. Les formes de l'audition.....	235
§ 4. L'obligation de répondre aux questions.....	237
§ 5. Le faux témoignage et la fausse déclaration.....	237
Section 6. La descente sur les lieux	238
Section 7. La perquisition	238
§ 1. Notion.....	238
§ 2. Les limites au pouvoir de perquisition.....	240
A. Le moment de la perquisition.....	240
B. L'inviolabilité de certains lieux et les cas particuliers.....	240
Section 8. Le contrôle visuel discret dans un domicile	241
Section 9. Le recours aux méthodes particulières de recherche	242
§ 1. Généralités.....	242
§ 2. L'observation dans une habitation	243
§ 3. L'observation ou l'infiltration à l'égard d'un avocat ou d'un médecin	243
Section 10. L'ouverture et la prise de connaissance du courrier	244
Section 11. Les saisies et le référé pénal	244
Section 12. La recherche ou l'extension de recherche non secrète dans un système informatique	244
Section 13. Les mesures provisoires à l'égard des personnes morales	247
Section 14. Le mandat d'amener	247
Section 15. Le mandat d'arrêt	248
Section 16. L'exploration corporelle	248
Section 17. Le prélèvement et l'identification par analyse ADN	249
Section 18. L'autopsie	251
Section 19. L'expertise	252
§ 1. Notion.....	252
§ 2. Le choix et la mission de l'expert.....	253
§ 3. Les modalités d'exécution de l'expertise.....	255
Section 20. Le repérage et la localisation des communications électroniques	256
Section 21. L'interception, la prise de connaissance, l'exploration et l'enregistrement de communications non accessibles au public ou des données d'un système informatique	258
§ 1. Notion.....	258
§ 2. Les conditions	259
§ 3. La procédure	262
§ 4. Le droit de consultation des enregistrements.....	264
Section 22. La commission rogatoire	265
Chapitre 4. Les droits des parties durant l'instruction et le contrôle de l'instruction	265
Section 1. Les prérogatives du ministère public	265
§ 1. Le droit de se faire communiquer le dossier à tout moment de l'instruction	265
§ 2. Le pouvoir de réquisition.....	265
§ 3. Le droit d'appel des ordonnances du juge d'instruction	266
§ 4. Le contrôle de la longueur des instructions et la régularité de la procédure.....	266
§ 5. L'exécution des ordonnances du juge d'instruction	266
Section 2. Les droits de l'inculpé et de la partie civile	267
§ 1. La demande d'accès au dossier	267

§ 2. La demande d'accomplissement d'un acte d'instruction complémentaire.....	269
§ 3. La saisine de la chambre des mises en accusation pour les instructions non clôturées dans l'année.....	270
§ 4. La demande de contrôle de la régularité de la procédure.....	270
§ 5. Les demandes en matière de traitement de données à caractère personnel	271
Section 3. Le contrôle de l'instruction par la chambre des mises en accusation...	272
§ 1. Le contrôle du bon déroulement de l'instruction	272
§ 2. Le contrôle de la régularité de la procédure	273
§ 3. Le contrôle de la régularité des méthodes de recherche impliquant la tenue d'un dossier confidentiel	274
§ 4. Le recours en cassation	275
Schéma du déroulement de l'instruction	276
Chapitre 5. La clôture de l'instruction.....	277
Section 1. La procédure de clôture de l'instruction	277
§ 1. La communication du dossier au procureur du Roi en vue de l'établissement de réquisitions finales	277
§ 2. La procédure devant la chambre du conseil.....	279
A. L'avertissement et la consultation du dossier	279
B. La première phase (facultative) : la demande d'actes d'instruction complémentaires	280
C. La procédure à l'audience.....	280
D. Le contrôle de la régularité de la procédure	281
Section 2. Les ordonnances de la chambre du conseil	282
§ 1. L'ordonnance de surséance à statuer	282
§ 2. L'ordonnance de non-lieu.....	283
§ 3. L'ordonnance homologuant la transaction pénale et la convention de « médiation et mesures »	284
§ 4. L'ordonnance de renvoi.....	285
A. Le renvoi devant le tribunal correctionnel.....	286
B. Le renvoi devant le tribunal de police.....	286
C. Le renvoi devant la chambre de dessaisissement du tribunal de la jeunesse.....	286
§ 5. La procédure particulière en vue de la saisine de la cour d'assises.....	287
§ 6. Les ordonnances rendues par la chambre du conseil en tant que juridiction de jugement	287
A. L'internement.....	287
B. La suspension du prononcé de la condamnation	288
C. L'homologation de la convention de reconnaissance préalable de culpabilité.....	289
Section 3. L'appel des ordonnances de la chambre du conseil.....	290
§ 1. Le droit d'appel.....	290
§ 2. La procédure	292
§ 3. Le contrôle de la régularité de la procédure	294
§ 4. Les arrêts de la chambre des mises en accusation	294
Section 4. Le recours en cassation	295
Schéma de clôture de l'instruction	296
TITRE V. LA DETENTION PREVENTIVE	297
Introduction	297
Chapitre 1. Le droit commun de la détention préventive.....	298
Section 1. Les dispositions applicables	298

Section 2. Les conditions de fond applicables à toute mesure de détention préventive	299
Section 3. Schéma des délais et des contrôles de la détention préventive	301
Section 4. L'arrestation judiciaire	302
Section 5. Le mandat d'amener	302
Section 6. Le mandat d'arrêt	303
§ 1. Les conditions de fond	303
A. Les principes généraux	303
B. L'existence d'indices sérieux de culpabilité	304
C. Le seuil minimum de la peine	304
D. L'absolue nécessité pour la sécurité publique	304
E. Les conditions particulières pour les faits passibles d'une peine ne dépassant pas le niveau 4	305
§ 2. Les conditions de forme	306
A. L'interrogatoire préalable	306
B. Les mentions et la motivation du mandat d'arrêt	307
C. La signification du mandat d'arrêt	308
§ 3. L'exécution de la détention préventive par une détention sous surveillance électronique	309
§ 4. L'absence de recours contre les décisions du juge d'instruction statuant sur la délivrance du mandat d'arrêt	312
Section 7. Le droit de la personne détenue de communiquer librement et ses limites	312
Section 8. Le mandat d'arrêt par défaut	314
Section 9. Le mandat d'arrêt décerné contre l'inculpé laissé ou remis en liberté	315
Section 10. La libération sous conditions ou sous caution	316
§ 1. Notion	316
§ 2. Les conditions de fond et de forme	316
§ 3. Le choix des conditions	316
§ 4. La caution	318
§ 5. La durée de la libération sous conditions	318
§ 6. Les recours	319
§ 7. Le contrôle du respect des conditions	320
§ 8. Sanction du non-respect des conditions	320
Section 11. La mainlevée du mandat d'arrêt par le juge d'instruction	320
Section 12. Le contrôle du maintien de la détention préventive	320
§ 1. La première comparution en chambre du conseil dans les cinq jours	321
A. Le délai	321
B. L'avis de comparution et la consultation du dossier	321
C. La procédure à l'audience	322
D. La mission de la chambre du conseil	322
1. Le contrôle de la régularité du mandat d'arrêt	322
2. Le maintien de la détention préventive	323
§ 2. Le contrôle mensuel et bimestriel de la détention préventive	324
A. Le délai pour statuer (les contrôles mensuels et, ensuite, bimestriels)	324
B. La mise à la disposition du dossier	325
C. La procédure à l'audience	325
D. La mission de la chambre du conseil	326
§ 3. L'appel devant la chambre des mises en accusation	327
§ 4. Le recours en cassation	329
Section 13. L'interrogatoire récapitulatif	330
Section 14. La situation de l'inculpé lors du règlement de la procédure	331

§ 1. La remise en liberté de plein droit	331
§ 2. Le maintien facultatif de la détention préventive	331
§ 3. Les recours.....	332
§ 4. L'ordonnance de prise de corps	332
Section 15. La détention préventive dans la phase de jugement	333
§ 1. La requête de mise en liberté.....	333
§ 2. Le suivi de la surveillance électronique	334
§ 3. Le mandat d'arrêt décerné par la juridiction de jugement	334
§ 4. Le sort du prévenu dès le prononcé du jugement	334
A. La remise en liberté de plein droit	334
B. Le maintien en détention de plein droit.....	335
C. L'ordre d'arrestation immédiate	335
Section. 16. Le recours à la vidéoconférence.....	336
§ 1. Le cadre général.....	337
§ 2. Les instances et parties habilitées à proposer, solliciter ou imposer le recours à la vidéoconférence	338
§ 3. Le recours à la vidéoconférence en prison	339
Section 17. Obligations de la personne mise en liberté provisoire	339
Section 18. Le droit à l'information de la personne lésée et de la partie civile	340
Chapitre 2. L'indemnisation en cas de détention illégale ou inopérante	341
Section 1. L'arrestation ou la détention illégales.....	341
Section 2. La détention inopérante ou injustifiée	342
§ 1. Les conditions de la demande.....	342
A. Conditions préalables.....	342
B. Les conditions particulières.....	342
§ 2. L'indemnité.....	343
§ 3. La procédure	343
TROISIEME PARTIE. LE JUGEMENT.....	345
TITRE I. LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT	347
Introduction	347
Chapitre 1. Organisation judiciaire	347
Section 1. Le tribunal de police	347
Section 2. Le tribunal correctionnel	348
Section 3. Le tribunal de la jeunesse	349
Section 4. La cour d'assises.....	349
Section 5. La cour d'appel	351
Chapitre 2. La compétence	353
Section 1. Les règles de compétence	353
§ 1. Compétence matérielle, personnelle, territoriale	353
§ 2. Règles d'ordre public.....	353
§ 3. Jugement en premier ressort et en dernier ressort.....	354
Section 2. La compétence matérielle	354
§ 1. Le tribunal de police	354
§ 2. Le tribunal correctionnel	354
§ 3. La cour d'assises.....	355
§ 4. La cour d'appel	357
Section 3. La compétence personnelle.....	357
§ 1. Les juridictions de la jeunesse	357
A. La règle.....	357
B. Les exceptions.....	358
1. En matière de roulage.....	358

2. Le dessaisissement	358
§ 2. La cour d'appel	359
A. Les personnes jouissant du privilège de juridiction.....	359
B. Le jugement des ministres.....	360
Section 4. La compétence territoriale	360
Section 5. La prorogation de compétence en raison de la connexité de l'indivisibilité	360
§ 1. Extension de la compétence matérielle	361
§ 2. Extension de la compétence personnelle.....	361
§ 3. Extension de la compétence territoriale.....	362
Schéma de la phase du jugement	362
TITRE II. LE DEROULEMENT DU PROCES PENAL	363
Remarque préalable	363
Chapitre 1. Notions générales	363
Section 1. La publicité	363
Section 2. L'oralité des débats	365
Section 3. Le principe du contradictoire	365
Section 4. L'assistance d'un avocat	365
Section 5. Le délai raisonnable	366
Section 6. La médiation réparatrice	366
Chapitre 2. La preuve	366
Section 1. La charge de la preuve et le rôle des parties et du juge dans la manifestation de la vérité	367
§ 1. Le principe	367
A. Le rôle de la partie poursuivante.....	367
B. Le rôle du prévenu.....	367
C. Le rôle du juge.....	368
§ 2. Les corollaires du principe	369
§ 3. L'atténuation du principe	369
Section 2. La recevabilité des preuves	370
§ 1. La règle : la liberté	371
§ 2. L'exclusion de la preuve non soumise à la contradiction des débats	371
§ 3. L'exclusion à titre de preuve des déclarations d'un suspect faites en violation du droit à l'assistance d'un avocat	373
§ 4. Plus d'exclusion systématique de la preuve illicite	373
A. L'évolution de la jurisprudence de la Cour de cassation quant à l'admissibilité de la preuve illicite.....	373
B. La loi du 24 octobre 2013 modifiant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne les nullités.....	379
C. Les conséquences de l'exclusion de la preuve illicite	381
Section 3. L'appréciation de la valeur probante des éléments de preuve	381
§ 1. Le principe : la libre appréciation et la preuve de la culpabilité « au-delà de tout doute raisonnable »	381
§ 2. Les exceptions	383
A. Les procès-verbaux.....	383
1. Les procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux.....	383
2. Les procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.....	383
B. Le témoignage recueilli sous couvert d'anonymat complet	385
C. Les déclarations faites par le biais d'une conférence téléphonique	385
D. Les déclarations faites par le biais d'une vidéoconférence ou d'un circuit de télévision fermé avec altération de l'image et de la voix	385

E. Les déclarations faites par une personne repentie	385
F. Les moyens de preuve obtenus en vertu de l'application d'une infiltration civile	386
G. La possibilité de tirer des conséquences défavorables du silence de l'accusé	386
H. Les résultats d'un test polygraphique	386
Section 4. Aperçu de certains moyens de preuve	386
§ 1. Les éléments recueillis dans le cadre de la phase préliminaire du procès pénal	387
§ 2. L'aveu	388
§ 3. Le témoignage	388
A. Notion	388
B. L'obligation d'entendre les témoins à l'audience	388
C. Les formes de l'audition et la prestation de serment	390
D. L'anonymat partiel	391
E. L'obligation de répondre sincèrement aux questions	391
F. Le faux témoignage	391
G. Le témoignage anonyme complet	392
§ 4. Les expertises	392
A. Notion	392
B. La désignation et la mission de l'expert	393
C. Les modalités d'exécution de l'expertise	394
D. La valeur probante	395
§ 5. Le contrôle sur le dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation	396
§ 6. La descente sur les lieux	396
§ 7. Les renseignements	396
Chapitre 3. La saisine de la juridiction	397
Remarque préalable	397
Section 1. Procédés	397
§ 1. La citation directe	397
§ 2. La convocation par procès-verbal (art. 216 ^{quater} C.i.cr.)	398
§ 3. La procédure accélérée (art. 216 ^{quinquies} et 216 ^{sexies} C.i.cr.)	399
§ 4. L'ordonnance ou l'arrêt de renvoi	400
§ 5. La comparution volontaire	400
§ 6. La saisine d'office	401
§ 7. L'exercice d'une voie de recours après une décision au fond	401
§ 8. L'arrêt de règlement de juges	401
§ 9. La remise de la convention de reconnaissance préalable de culpabilité au suspect	401
Section 2. Effets de la saisine	401
§ 1. La juridiction est saisie des faits infractionnels	401
§ 2. La juridiction ne peut juger que les personnes poursuivies	402
§ 3. La juridiction a l'obligation de statuer	402
§ 4. La continuité du siège	402
Section 3. L'accès au dossier	403
Chapitre 4. La comparution à l'audience, les conclusions, l'instruction d'audience et les débats	403
Section 1. La comparution du prévenu	403
§ 1. La règle	403
§ 2. L'exception	404
Section 2. La comparution des autres parties	405

Section 3. L'interprète	406
Section 4. L'audience d'introduction	406
Section 5. Le dépôt et la communication des conclusions	407
§ 1. Le dépôt des conclusions	407
§ 2. Calendrier pour le dépôt des conclusions	408
§ 3. L'exclusion des conclusions tardives	409
§ 4. La structure des conclusions	410
Section 6. L'instruction d'audience	410
Section 7. Les débats	412
Section 8. Le procès-verbal d'audience (art. 190^{ter} C.i.cr.)	412
Section 9. Le recours à la vidéoconférence	413
§ 1. Cadre général	414
§ 2. Parties et instances habilitées à proposer, solliciter ou imposer le recours à la vidéoconférence	416
A. Sur invitation de la juridiction avec accord des personnes concernées (art. 560, § 1 ^{er} , C.i.cr.)	416
B. À la demande d'une partie ou d'une personne devant comparaître ou participer à l'audience (art. 560, § 2, C.i.cr.)	417
C. Décision d'interdiction de comparution physique prise par la juridiction	417
Chapitre 5. La procédure de reconnaissance préalable de culpabilité	418
Chapitre 6. Le jugement	421
Section 1. La délibération des juges et le prononcé du jugement	421
Section 2. Le jugement	422
§ 1. Les espèces de jugement	422
A. Jugement contradictoire et jugement par défaut	422
B. Jugement définitif et jugement avant dire droit	423
§ 2. Le contenu et la motivation des jugements	423
A. Généralités	423
B. La motivation sur la culpabilité	424
C. La détermination et la motivation de la peine	425
D. La condamnation aux frais de justice, à la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne et à la contribution au Fonds des victimes d'actes intentionnels de violence	430
§ 3. Les effets des jugements	431
A. Le jugement a l'autorité de la chose jugée	431
B. Le jugement pénal n'est toutefois pas exécutoire immédiatement	431
§ 4. Le jugement sur l'action civile	432
§ 5. L'enquête particulière sur les avantages patrimoniaux	432
§ 6. L'enquête pénale d'exécution	433
QUATRIEME PARTIE. LES VOIES DE RECOURS	435
INTRODUCTION	437
TITRE I. L'OPPOSITION	437
Chapitre 1. Notion	437
Chapitre 2. Les conditions de recevabilité de l'opposition	438
Section 1. Les décisions susceptibles d'opposition	438
Section 2. Les personnes qui peuvent former opposition	439
Section 3. Les formes	440
§ 1. Signification par acte d'huissier de justice (art. 171, al. 2 et 187 C.i.cr.)	440
§ 2. Autres formes	441
Section 4. Les délais	441
§ 1. Durée du délai	441

§ 2. Point de départ du délai (art. 187 C.i.cr.).....	442
A. Le délai ordinaire.....	442
B. Le délai extraordinaire.....	443
C. Les prévenus détenus à l'étranger.....	444
Chapitre 3. Les effets de l'opposition.....	444
Chapitre 4. La procédure et la décision sur opposition.....	446
Section 1. L'opposant ne comparaît pas en personne ou par un avocat.....	446
Section 2. L'opposant comparaît en personne ou par un avocat.....	447
§ 1. L'examen de la recevabilité de l'opposition.....	447
§ 2. L'examen du caractère avvenu ou non de l'opposition.....	448
§ 3. L'examen du fondement de l'opposition.....	449
Chapitre 5. Les recours contre la décision sur opposition.....	450
TITRE II. L'APPEL.....	451
Chapitre 1. Notion.....	451
Chapitre 2. Les conditions de recevabilité de l'appel.....	451
Section 1. Les décisions susceptibles d'appel.....	451
Section 2. Les personnes qui peuvent interjeter appel (art. 202 C.i.cr.).....	452
Section 3. Les formes de l'appel.....	453
§ 1. Appel principal des parties en cause.....	453
A. Déclaration au greffe.....	453
B. Personne détenue.....	455
§ 2. Appel incident de l'intimé (art. 203, § 4, C.i.cr.).....	456
Section 4. Les délais.....	456
§ 1. La règle (art. 203, § 1 ^{er} , C.i.cr.).....	456
§ 2. Les exceptions.....	458
A. Appel subséquent du ministère public ou du prévenu.....	458
B. Appel subséquent de la partie civile (art. 203, § 2, C.i.cr.).....	458
C. Appel incident de l'intimé (art. 203, § 4, C.i.cr.).....	459
Chapitre 3. Les effets de l'appel.....	459
Section 1. Effet suspensif.....	459
Section 2. Effet dévolutif.....	460
Chapitre 4. La procédure et la décision sur l'appel.....	462
Section 1. La convocation des parties.....	462
Section 2. L'instance d'appel.....	463
§ 1. La composition de la juridiction.....	463
§ 2. L'évocation.....	463
§ 3. Le déroulement de la procédure.....	464
§ 4. La demande nouvelle.....	464
Section 3. La décision sur l'appel.....	465
§ 1. Décision d'avant dire droit.....	465
§ 2. Décision de confirmation.....	465
§ 3. Décision d'émendation.....	465
§ 4. Décision de réformation.....	465
§ 5. La règle de l'unanimité en cas d'aggravation de la situation du prévenu.....	466
§ 6. Décision rendue par défaut.....	467
Section 4. Concours entre l'appel et l'opposition.....	467
§ 1. Les deux voies de recours sont exercées par la même partie.....	467
A. Les deux voies de recours sont utilisées simultanément.....	467
B. Les voies de recours sont utilisées successivement.....	467
§ 2. Les deux voies de recours sont exercées par des parties différentes.....	468

TITRE III. LE RECOURS EN CASSATION	469
Introduction	469
Chapitre 1. Le pourvoi en cassation.....	470
Section 1. Notion.....	470
Section 2. Les conditions de recevabilité du pourvoi	470
§ 1. Les décisions susceptibles de pourvoi	470
§ 2. Les personnes qui peuvent se pourvoir.....	473
§ 3. Les formes du pourvoi	474
A. Déclaration au greffe	474
B. Signification aux parties	474
§ 4. Les délais.....	475
§ 5. Les moyens à l'appui du pourvoi	475
A. Les différents types de moyens.....	475
1. Griefs de forme.....	476
2. Griefs de fond.....	476
B. La forme et la présentation des moyens	476
C. Les moyens irrecevables	476
1. Les moyens de fait.....	476
2. La violation de formes non substantielles ou non prescrites à peine de nullité.....	477
3. Le défaut de pertinence à l'égard de la décision attaquée	477
4. Le défaut de précision.....	477
5. Le moyen nouveau	477
6. L'intérêt du demandeur.....	478
7. La règle dite de la peine légalement justifiée.....	478
Section 3. Les effets du pourvoi.....	479
§ 1. Effet suspensif.....	479
§ 2. Effet dévolutif	479
A. Portée du pourvoi.....	479
B. Les moyens d'office.....	479
Section 4. Procédure et jugement du pourvoi.....	480
§ 1. Le mémoire.....	480
§ 2. Les conclusions du ministère public.....	481
§ 3. La procédure	482
§ 4. Les arrêts	483
A. Les arrêts avant dire droit.....	483
B. La procédure de non-admission en cas de pourvoi manifestement irrecevable ou manifestement non fondé.....	483
C. Les arrêts décrétant le désistement ou constatant le défaut d'objet.....	483
D. Les arrêts de rejet.....	483
E. La cassation	484
1. Notion.....	484
2. Étendue.....	484
3. Cassation sans renvoi.....	485
4. Cassation avec renvoi	485
§ 5. Pouvoirs de la juridiction de renvoi.....	485
§ 6. Pourvoi contre la décision de la juridiction de renvoi.....	486
Chapitre 2. Le pourvoi dans l'intérêt de la loi	486
Chapitre 3. La dénonciation sur demande du ministre de la Justice ou du procureur général près la cour d'appel	486

TITRE IV. LA REVISION DES CONDAMNATIONS PENALES.....	489
Chapitre 1. Notion.....	489
Chapitre 2. Causes de révision	489
Chapitre 3. Procédure	490
TITRE V. LA RETRACTATION SUITE A UN ARRET DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE ...	493
TITRE VI. LA REOUVERTURE DE LA PROCEDURE SUITE A UN ARRET DE LA COUR	
EUROPEENNE DES DROITS DE L’HOMME.....	495
Chapitre 1. Une procédure limitée à l’action publique.....	496
Chapitre 2. La demande de réouverture de la procédure	496
Chapitre 3. Le déroulement de la procédure après sa réouverture	498
BIBLIOGRAPHIE GENERALE.....	501